

Le 16 décembre 2025

Objet : Demande d'accès à l'information

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès à l'information datée du 13 décembre dernier, par laquelle vous souhaitez obtenir « l'organigramme le plus récent ainsi que la liste la plus récente des membres du personnel de direction et conseil d'administration avec nom, titre, fonction, traitement (rémunération/salaire), l'adresse de courrier électronique et le numéro de téléphone du lieu de travail. ».

En réponse à votre demande, nous vous transmettons ci-bas les éléments de réponse.

1. Organigramme

Référence : notre site internet francophoniedesameriques.com

- a. francophoniedesameriques.com/sites/default/files/2025-04/organigramme-24.pdf

2. Membre du personnel de direction, titre, fonction, adresse courrier électronique et numéro de téléphone

Référence : notre site internet francophoniedesameriques.com

- a. francophoniedesameriques.com/centre/equipe

3. Membre du conseil d'administration, titre, fonction, adresse courrier électronique et numéro de téléphone

Référence : notre site internet francophoniedesameriques.com

- a. francophoniedesameriques.com/centre/conseil-dadministration
b. Éric Bergeron, sous-ministre adjoint aux politiques et sociétés d'État, ministère de la Culture et des Communications du Québec, eric.bergeron@mcc.gouv.qc.ca, (418) 380-2357
c. Marie-Claude Francoeur, Sous-ministre adjointe sous-ministériat aux relations Amériques, affaires économiques et intelligence stratégique, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, marie-claude.francoeur@mri.gouv.qc.ca, (418) 649-2400
d. Geneviève Lajoie, Sous-ministre adjointe de la Promotion de la langue française, des partenariats et de la francophonie canadienne, ministère de la Langue française, genevieve.lajoie@mlf.gouv.qc.ca, (418) 263-2008
e. Éric Marquis, Secrétaire adjoint au réseau, aux marchés canadiens et à la réflexion stratégique, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, eric.marquis@mce.gouv.qc.ca, (418) 643-4011
f. Les membres du conseil d'administration nommés ou élus sont bénévoles. Leur adresse courriel n'étant pas celle de leur lieu de travail, celle-ci n'est pas à caractère public au sens de l'article 57 de la Loi sur l'accès. Il s'agit d'un renseignement personnel (art. 53 de la Loi sur l'accès) devant être protégé.

4. Traitement (rémunération/salaire) du président-directeur général

- a. Pour connaître les indemnités, allocation et salaires annuels de tous les titulaires d'un emploi supérieur, veuillez consulter le document du ministère du Conseil exécutif : Indemnités, allocations et salaires des titulaires en 2025 cdn-contenu.quebec.ca/cdn-

contenu/adm/min/conseil-executif/acces-information/allocations-indemnites-salaires/titulaires/2025-salaires-tes.pdf

5. Traitement (rémunération/salaire) du personnel de direction
 - a. Directrice générale adjointe
 - i. Classe 630, niveau 3
 - ii. Minimum : 119 386 \$
 - iii. Maximum : 152 816 \$

tresor.gouv.qc.ca/ressources-humaines/conditions-de-travail-et-remuneration/echelles-de-traitement/echelles-de-traitement-en-vigueur
 - b. Directrice de l'administration et du secrétariat général et Directrice des communications
 - i. Classe 630, niveau 4
 - ii. Minimum : 107 563 \$
 - iii. Maximum : 137 681 \$

tresor.gouv.qc.ca/ressources-humaines/conditions-de-travail-et-remuneration/echelles-de-traitement/echelles-de-traitement-en-vigueur

En terminant, nous joignons copie de l'article mentionné ci-dessus ainsi que l'avis de recours en révision prévu à la Loi sur l'accès.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents et organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information.

Veillez recevoir, m , nos salutations distinguées.

Érica Boisvert
Responsable de l'accès à l'information

p. j. Avis de recours
Article de loi

Article de loi

53. Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

- 1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation;
- 2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29; 2021, c. 25 2021, c. 25, a. 81.

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec 525, boul. René-Lévesque Est Tél. : 418 528-7741 Téléc. :
418 529-3102

Bureau 2.36

Québec (Québec) G1R 5S9

Numéro sans frais :

1 888 528-7741

Montréal 500, boul. René-Lévesque Ouest Tél. : 514 873-4196
Téléc. : 514 844-6170

Bureau 18.200

Montréal (Québec) H2Z 1W7

Numéro sans frais :

1 888 528-7741

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135)